

## **Le spectre du califat hante les Etats-Unis**

Jean-Pierre Filiu

Dans *Le Monde diplomatique* 2008/5 (n°650), page 15

Quelque dix mille Palestiniens ont manifesté, le 11 août 2007, à Ramallah pour réclamer le rétablissement du califat. Cette démonstration de force était l'oeuvre du Parti de la libération islamique (PLI), souvent désigné sous sa dénomination arabe de Hizb ut-Tahrir. Il profitait de la désaffection militante à l'égard des frères ennemis du Hamas et du Fatah pour affirmer avec vigueur dans la rue son refus de la compétition électorale. Le 27 novembre 2007, le PLI a pris l'initiative, cette fois à Hébron, du premier défilé de protestation contre la conférence d'Annapolis, censée relancer le processus de paix israélo-palestinien, sous l'égide des Etats-Unis. Le Hamas s'est rallié à la marche contestataire, dont la répression par le Fatah s'est soldée par la mort d'un manifestant.

Le PLI n'a cessé depuis d'étendre ses réseaux en Cisjordanie, jusque sur les campus universitaires où son Bloc de la conscience islamique incite les étudiants à abandonner toute aspiration nationaliste pour se concentrer sur la seule restauration du califat (1). Même les observateurs les moins indulgents, qui évaluent entre deux cents et trois cents le nombre de membres palestiniens de ce parti, soulignent le sérieux et la solidité de ces militants.

Pour le PLI, fondé en 1952 par un cheikh palestinien, Takieddine Nabahani, c'est en tout cas un formidable retour aux sources. Juge islamique (cadi) à Haïfa durant le mandat britannique (1922-1948), Nabahani étudie à l'université égyptienne d'Al-Azhar, où il rejoint les Frères musulmans. Membre actif de la confrérie à Naplouse, puis à Jérusalem, il entre en dissidence en 1950 pour publier *Sauver la Palestine*. Tirant les leçons de la fondation de l'Etat d'Israël, mais aussi de l'annexion de la Cisjordanie par la Jordanie, il affirme que le nationalisme est le pire obstacle sur la voie de la reconquête de la Palestine.

Les puissances coloniales ont, selon lui, manipulé la contestation arabe du califat ottoman, aboli par Mustapha Kemal Atatürk en 1924. Nabahani prône au contraire l'avènement d'un Etat islamique fédéral, sous la conduite d'un calife arabe, comme ce fut le cas de la mort du prophète Muhammad, en 632, jusqu'à la chute de la Bagdad abbasside, tombée aux mains des Mongols en 1258. L'instrument de cette renaissance globale, qui fait paraître bien timorés les projets politiques des Frères musulmans, est une avant-garde élitiste et transnationale, le PLI.

Une base arrière à Londres

Nabahani échoue en 1952 à obtenir la légalisation de son parti en Jordanie, où les Frères musulmans ont pourtant pignon sur rue, et le PLI y est enregistré comme une simple association. Exilé en Syrie entre 1953 et 1959, Nabahani laisse néanmoins son parti participer aux législatives jordaniennes. Mais une nouvelle expulsion, cette fois de Damas vers Beyrouth, l'amène à dénoncer le principe même des élections, pour se concentrer sur la structuration clandestine du PLI. Les membres de la cellule de base, la halqa (littéralement le " cercle "), ne connaissent rien de l'échelon supérieur de l'organisation. Sa situation illégale comme ses appels répétés à l'instauration du califat mobilisent contre lui tous les services de renseignement du Proche-Orient, ce qui entraîne sa quasi-disparition de la région dans les années 1970. Après deux décennies d'hibernation politique, le Hizb ut-Tahrir resurgit avec une surprenante vigueur à la périphérie de l'islam, en Asie centrale d'une part, dans les

communautés musulmanes émigrées en Europe d'autre part.

La décomposition de l'Union soviétique voit en effet le PLI s'implanter activement au Tadjikistan, où il reste neutre lors de la guerre civile de 1992-1995 entre islamistes et ex-communistes - positionnement qui annonce sa contestation parallèle du Hamas et du Fatah en Palestine, quinze ans plus tard. Le Hizb ut-Tahrir développe son recrutement à la faveur du processus de paix au Tadjikistan, qui lui permet à la fois de dénoncer les compromissions du mouvement islamiste avec un pouvoir " impie " et de contester les frontières héritées de l'URSS (2).

En Ouzbékistan, le PLI devient la bête noire de la police politique, qui agite l'épouvantail d'une subversion régionale pour s'assurer de la compréhension des puissances occidentales. L'existence d'un réseau centre-asiatique du Hizb ut-Tahrir ne semble cependant pas faire de doute. Plus à l'est, c'est en Indonésie que le PLI jouit du plus fort ancrage ; il y rassemble notamment, au nom du califat, plusieurs dizaines de milliers de manifestants dans un stade de Djakarta, en août 2007. Dans le reste du monde musulman, le Hizb ut-Tahrir n'est qu'une constellation de groupuscules, à l'importance certes accrue par le rattachement à une organisation mondiale.

En Europe, le Royaume-Uni est à l'évidence la principale base du PLI ; il y mène légalement un intense travail de propagande (3). Il y a publié par exemple deux revues trimestrielles : l'une à vocation culturelle, *New Civilisation* ; l'autre pour l'édification des familles, *Salam*. Le parti récupère dans l'immigration un courant indo-pakistanaï historiquement favorable au califat (4) (par une curieuse ironie de l'histoire, c'est depuis l'ancienne métropole coloniale que les membres d'origine bangladaïse du PLI réintroduisent cette tradition militante dans le Bangladesh moderne).

Le PLI a pu aligner ses militantes en voile intégral devant l'ambassade de France à Londres, pour fustiger la loi de mars 2004 sur les signes religieux à l'école publique. Il combat avec virulence la " dissolution " de l'islam dans les valeurs occidentales, affirmant ainsi : " En France, ils veulent changer ce que les musulmans ont sur la tête ; ici, ils veulent changer ce que les musulmans ont dans la tête (5). " Cette position très tranchée entraîne, au sein du multiculturalisme anglo-saxon, la radicalisation d'une certaine vision communautaire, qui s'exprime à l'occasion par : " Notre fraternité est réelle, et leur citoyenneté est fausse (6). "

Le PLI a longtemps été associé, au Royaume-Uni, à la figure sulfureuse du djihadiste syrien Omar Bakri, qui a pourtant rompu avec l'organisation dès 1996. Malgré sa condamnation publique du terrorisme d'Al-Qaida, le PLI a été pris à partie par les médias londoniens après les attentats de juillet 2005, mais la sécurité britannique n'a pas réuni suffisamment d'éléments pour qu'il soit interdit. Le Dr Abdul Wahid, président du comité exécutif du Hizb ut-Tahrir dans ce pays, est devenu un spécialiste du droit de réponse pour mieux dénoncer les amalgames de la presse. Mais l'hostilité de principe du PLI à l'encontre des institutions démocratiques et sa négation de tout droit d'Israël à l'existence lui ont causé des déboires judiciaires en Allemagne comme au Danemark. En France et en Espagne, les cellules illégales du Hizb ut-Tahrir font l'objet d'une surveillance rigoureuse.

Le retour de flamme du PLI témoigne de la capacité de cette organisation fondamentalement transnationale à se couler avec bonheur dans la logique de la mondialisation. Elle s'efforce de masquer sa faiblesse numérique en se projetant dans une unité islamique aussi abstraite que fantasmée - comme d'autres réseaux marginaux et/ou extrémistes. Al-Qaida a de même tenté,

en octobre 2006, de faire oublier son caractère ultraminoritaire en proclamant un " califat " sur... Internet, et en confiant cette charge virtuelle à un djihadiste de Bagdad.

La manoeuvre a fait long feu : elle n'a pas désarmé l'hostilité de la guérilla nationaliste à l'encontre d'Al-Qaida en Irak et n'a suscité aucun ralliement appréciable. En revanche, la revendication du califat sert à merveille, et de façon inquiétante, les promoteurs de la " guerre contre le terrorisme " dans leur volonté de désigner une menace globale et unique. Le président George W. Bush mobilise en effet son opinion contre " ce califat [qui] serait un Empire islamique totalitaire, couvrant les terres actuelles et antérieures de l'islam, s'étendant de l'Europe à l'Afrique du Nord, au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud-Est (7) ".

Le califat djihadiste devient opportunément le nouvel empire du Mal, dont la vocation expansionniste découlerait d'une hostilité inextinguible à l'encontre d'un Occident essentialisé. Peu importe à la Maison Blanche qu'aucun califat ne se soit jamais étendu " de l'Europe (...) à l'Asie du Sud-Est ". Le califat omeyyade, qui s'est effondré en 750 et a été à la fois le plus ancien et le plus vaste, a rassemblé, sous une tutelle plutôt lâche, des territoires compris entre les Pyrénées et l'Indus. Mais l'expérience fut éphémère, et le califat ottoman bien moins ambitieux.

Ni élections ni lutte armée

Alors que l'actuel regain de nostalgie pour le califat résulte de processus complexes et contrastés (en Europe, la réislamisation conflictuelle de communautés immigrées ; en Asie, l'affirmation symbolique d'un islam géographiquement et historiquement périphérique), les idéologues de la " guerre des civilisations " font le jeu des minorités agissantes en balayant toute mise en perspective et en exagérant l'ampleur d'un péril planétaire. L'Heritage Foundation décrit dès 2003 le Hizb ut-Tahrir comme " une menace émergente contre les intérêts américains en Asie centrale (8) " ; et le Nixon Center lui emboîte le pas l'année suivante en consacrant un séminaire (à Ankara) et un rapport à cette " insurrection politique (9) ". Le PLI compte sans doute quelques dizaines de milliers de membres dans le monde entier ; mais le chiffre d'un million de militants dans quarante pays, émanant des mêmes sources américaines, fait surgir le spectre d'un Komintern islamique moderne.

La propagande en faveur du califat en Palestine doit être analysée en tant que telle. Elle justifie le refus du PLI d'une branche armée comparable à celles du Hamas et du Fatah. Ses affiches rompent, sur les murs de Cisjordanie, avec la litanie des " martyrs " des différentes factions. Le Hizb ut-Tahrir permet de cultiver un puritanisme de combat, sans encourir les foudres d'Israël ou de l'Autorité palestinienne, et sans même courir le risque d'un désaveu électoral, l'organisation prohibant la participation à un quelconque scrutin.

La postérité tardive du cheikh Nabahani traduit ainsi un rejet de la politique concrète et une extraordinaire accumulation de désespoir. Il y a fort à parier que la réouverture de la route vers un Etat effectivement indépendant épuiserait la fonction compensatoire de ce parti de la " libération ", et le renverrait au statut de secte qui fut le sien durant deux générations.

Notes

(1) Le calife est le successeur du prophète Muhammad. Après les quatre premiers califes s'instaure la dynastie dite des Omeyyades, puis, en 750, celle des Abbassides, qui sera balayée par les Mongols en 1258. Les descendants du dernier calife abbasside se réfugient alors au Caire, sous la protection des sultans mamelouks. La conquête de l'Egypte par Selim Ier le

Terrible, en 1517, permet à la dynastie ottomane de revendiquer le califat, qui sera turc jusqu'à son abolition en 1924.

(2) Lire à cet égard l'analyse comparative du Hizb ut-Tahrir et du Parti de la renaissance islamique (PRI) au Tadjikistan, publiée dans les Cahiers d'Asie centrale, n° 15-16, Maisonneuve et Larose, Paris, 2007, p. 103-117.

(3) Voir notamment le site Internet <http://hizb.org.uk>

(4) Surtout au sein du All-India Khilafa Committee, puissant de 1920 à 1924 dans l'Empire britannique.

(5) Réflexion rapportée comme fréquente par Jean-François Mayer, dans Samir Amghar (sous la dir. de), Islamismes d'Occident, Lignes de repères, Paris, 2006, p. 93.

(6) Slogan cité par Olivier Roy, L'Islam mondialisé, Seuil, Paris, 2002, p. 201.

(7) Discours de George W. Bush, " Remarques sur la guerre contre le terrorisme ", Washington, DC, 5 septembre 2006.

(8) Etude d'Ariel Cohen, diffusée par l'Heritage Foundation, Washington, DC, 30 mai 2003.

(9) Zeyno Baran, " Hizb ut-Tahrir, Islam's political insurgency ", Nixon Center, Washington, DC, décembre 2004.